

En Afrique francophone, Berlin détrône Paris

La première économie européenne est perçue comme l'un des « partenaires les plus bénéfiques pour le continent »

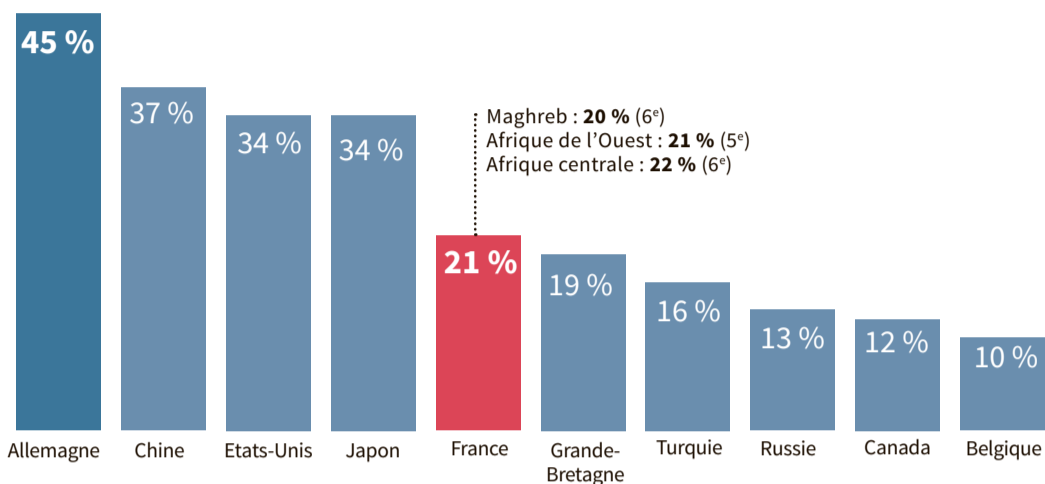
Berlin d'abord... Interrogés pour savoir quelles sont les trois nations dont ils ont la meilleure image, les jeunes leaders d'opinion de huit pays d'Afrique francophone plébiscitent l'Allemagne, en tête du classement, bien avant la France. C'est le cas de 45 % des universitaires, blogueurs, journalistes et autres start-uppeurs sondés dans le cadre du nouveau baromètre Africa Leads, établi par l'Institut Immar. En comparaison, Paris n'occupe que le cinquième rang, avec 21 % des suffrages.

Sur les 1244 influenceurs interrogés pour le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), qui regroupe 80 % des patrons français installés sur le continent, beaucoup avouent voir dans la première économie européenne l'un des « partenaires les plus bénéfiques pour le continent ». Ils la placent juste après la Chine et le Japon et sont 70 % à la citer, quand 53 % évoquent la France.

L'Hexagone se retrouve donc en septième position et l'Allemagne en troisième, au sein d'une liste fermée de dix pays « utiles ». Dans l'esprit de ces jeunes influenceurs, « qui font déjà l'Afrique, et qui, selon une mécanique plus vraie en Afrique qu'en Europe, permettent d'anticiper ce que sera l'opinion publique dans quelques années », comme le rappelle Mohamed El Kalchi, le directeur des études de

Dans le baromètre Africa Leads, l'Allemagne est plébiscitée, loin devant l'Hexagone

QUELS SONT LES TROIS PAYS NON AFRICAINS DONT VOUS AVEZ LA MEILLEURE IMAGE ?, EN %



Source : Baromètre CIAN des leaders d'opinion en Afrique, établi par l'IMMAR. Etude menée auprès d'un échantillon de 1 244 leaders d'opinion en Afrique francophone, constitué selon la méthode des quotas (pays, profil, genre) entre juin et septembre 2018

l'Institut Immar, Paris est devancé par Berlin aussi bien au Maghreb (70 % contre 82 %) qu'en Afrique centrale (44 % contre 75 %) et en Afrique de l'ouest (44 % contre 52 %), les trois zones sur lesquelles porte l'enquête.

Que l'Afrique ait cessé d'être le pré carré des anciennes puissances coloniales n'est pas une nou-

veauté. Avec ses 3,5 % de croissance annuelle depuis 2017 – la Banque africaine de développement (BAD) prévoit 4 % pour 2019 et 4,1 % pour 2020 –, elle est devenue le relais de croissance des autres continents et concentre tous les espoirs à moyen terme. Si l'offensive asiatique crée du surendettement, le baromètre

montre que Pékin reste tout de même bien perçue.

Pour Etienne Giros, président délégué du CIAN, dont l'organisation réalise (hors énergie) 80 % des échanges avec l'Afrique, l'Allemagne récolte les fruits de « la politique d'Angela Merkel depuis deux ans avec son initiative "Compact with Africa", et de l'image de qua-

QUELLES SONT LES ENTREPRISES OU LES MARQUES PRÉSENTES EN AFRIQUE DONT VOUS AVEZ LA MEILLEURE IMAGE ? (citation spontanée, trois réponses maximum)

- 1 Toyota (Japon)
- 2 Orange (France)
- 3 Samsung (Corée du Sud)
- 4 Dangote (Nigeria)
- 5 MTN (Afrique du Sud)
- 6 Total (France)
- 7 Nestlé (Suisse)
- 8 Renault (France)
- 9 Sogeta Satom (France)
- 10 Coca-Cola (Etats-Unis)

En 2017 déjà, la France avait perdu son statut de premier fournisseur européen de l'Afrique

ment quatre françaises (Orange, Total, Renault et Sogeta Satom).

Dans le classement par secteur, Orange rafle même la mise pour les télécommunications, et Air France pour l'aérien. Au niveau du secteur bancaire, la Société générale est troisième, et la BNP, cinquième. Pour ce qui est de l'automobile, Peugeot prend la cinquième place. « Notre histoire est très hystérisée et c'est dommage, analyse Patrice Fonlladosa, président du Medef Afrique. « Nous avons des débats comme celui sur le franc CFA qui font beaucoup de mal en termes d'image, et masquent le fait que nos entreprises ont en réalité bien compris les besoins du continent. »

Le responsable patronal observe que ces sociétés savent créer des filiales locales, s'inscrivent dans la durée pour « écrire l'histoire longue des pays où elles se sont implantées ». Cela concerne tant les grands groupes que les PME. « Chez Orange, CIC ou Total, des managers locaux ont pris l'initiative sur le développement continental », rappelle-t-il. « Et nous avons de vrais champions qui ont développé des savoir-faire dans le secteur des infrastructures, la numérisation ou la téléphonie. Sans parler de la défense, bien sûr. Il y a des secteurs où l'on conserve une vraie avance. Soyons-en fiers », note en écho Etienne Giros, qui salue les installations récentes dans la nouvelle économie, les services, la confiserie ou l'économie verte.

Diane Binder, membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), qui compte parmi les cent leaders économiques de demain de l'Institut Choiseul, plaide pour que ce virage s'accélère et pour que les entreprises hexagonales « viennent financer des projets, pas expliquer ce qu'il faut faire ». Une attitude de rupture qu'elle juge urgente et qui serait la déclinaison économique de la volonté politique affichée par Emmanuel Macron de tisser de nouveaux liens avec l'Afrique. ■

MARYLINE BAUMARD

L'intérêt croissant de l'Allemagne pour le continent africain

LES CLICHÉS ont la vie dure. Tel celui d'une Allemagne qui, pour des raisons historiques liées à l'importance secondaire de son empire colonial, s'intéresserait peu à l'Afrique. « La France regarde vers le Sud, l'Allemagne vers l'Est. Cette image à propos des priorités stratégiques et des champs d'action diplomatique des deux Etats est bien ancrée dans les esprits », observe Claire Demesmay, chercheuse à la DGAP, un cercle de réflexion berlinois spécialisé dans les relations internationales, et auteure du récent essai *Idees reçues sur l'Allemagne* (Le Cavalier bleu, 2018). « Cela étant, l'image d'une Allemagne indifférente à l'Afrique mérite d'être corrigée. Si ce n'est toujours pas la priorité de la diplomatie allemande, du moins le gouvernement développe-t-il un intérêt croissant pour la région », poursuit-elle.

Le premier tournant date des années 2000, à l'époque de la présidence d'Horst Köhler. « A mes yeux, l'humanité de notre monde se jugera au destin de l'Afrique », avait déclaré l'ex-directeur du Fonds monétaire international dans son discours d'investiture devant le Bundestag, le 1^{er} juillet 2004.

La formule avait frappé les esprits, même si le « partenariat avec l'Afrique » qu'il a promu jusqu'à la fin de son mandat, en 2010, a eu peu de retombées concrètes.

Le second tournant date de la crise des réfugiés, en 2015. Alors que l'Allemagne accueille, en une année, 900 000 migrants, principalement originaires du Moyen-Orient, Angela Merkel commence à insister sur le fait que « le développement de l'Afrique est le grand enjeu de notre époque ». La croissance économique comme réponse au défi migratoire. Cette politique a un nom : *Fluchtursachenbekämpfung*, littéralement « lutte contre les causes de l'immigration », un terme allemand qui devient alors central dans le débat public.

Retour sur investissement gagnant

En janvier 2017, le ministre du développement, Gerd Müller, appelle à « un plan Marshall pour l'Afrique », en référence à l'aide apportée par les Etats-Unis à l'Europe après-guerre. Deux mois plus tard, l'Allemagne, qui occupe la présidence tournante du G20, lance l'initiative « Compact

with Africa », pour inciter les entreprises à accroître leurs investissements en Afrique.

Le retour sur investissement est gagnant. En 2017, elle a dépassé la France comme premier fournisseur européen en Afrique. En 2018, ses investissements ont dépassé les dix milliards d'euros, une hausse de 10 % en un an. Géographiquement, ils se sont diversifiés, même si des voix se sont élevées outre-Rhin pour souligner que les pays profitant le plus de ces programmes sont ceux déjà en expansion et non ceux qui en auraient le plus besoin.

Il y a encore quelques années, l'Afrique du Sud, l'Algérie et le Nigeria concentraient la quasi-totalité des investissements sur le continent. Depuis, de nouveaux partenaires sont apparus, notamment en Afrique de l'Ouest. C'est le cas du Sénégal et du Ghana, deux Etats auxquels s'intéresse particulièrement l'Allemagne en raison de leur stabilité politique et de leur croissance économique, et où s'est rendue M^{me} Merkel lors de sa dernière tournée africaine, en août 2018. ■

THOMAS WIEDER
(BERLIN, CORRESPONDANT)

La Banque mondiale pilotée par l'un de ses plus rudes censeurs ?

Donald Trump a officialisé la candidature du sous-secrétaire au Trésor, David Malpass, très critique à l'égard de l'institution

Qui aime bien châtie bien ? C'est ainsi que le personnel de la Banque mondiale pourrait interdire le choix des Etats-Unis en faveur de David Malpass pour présider l'institution. Ce sous-secrétaire au Trésor américain, chargé des affaires internationales, a été désigné comme le candidat officiel de la Maison Blanche par Donald Trump, mercredi 6 février.

L'organisation phare de l'aide au développement pourrait donc être bientôt pilotée par l'un de ses plus rudes censeurs. S'il n'est guère aisé d'y discerner de véritables preuves d'amour, la liste des critiques émises par M. Malpass est longue et bien connue. La Banque mondiale serait trop grosse, trop peu efficace, trop dépendante. Trop généreuse, surtout, vis-à-vis d'un pays comme la Chine qui était toujours, en 2017, son principal emprunteur, mal-

gré son statut de deuxième puissance économique mondiale. Enfin, elle appartiendrait à cette « foule d'organisations internationales [qui] créent des montagnes de dette sans résoudre les problèmes » dans les pays où elle intervient, a déclaré, l'an dernier, ce haut fonctionnaire et économiste de formation, âgé de 62 ans.

Un processus ouvert et transparent est censé présider à la recherche d'un nouveau patron pour la Banque, afin de remplacer l'Américain Jim Yong Kim, qui a brutalement démissionné début janvier. Les candidatures doivent être déposées d'ici au 14 mars pour une désignation prévue avant la mi-avril. Mais un accord tacite voit depuis toujours les Etats-Unis se réserver la présidence de l'organisation multilatérale (dont ils sont le premier actionnaire), tandis que les Européens accaparent celle du Fonds monétaire in-

Pour M. Malpass, l'organisation serait trop grosse, trop peu efficace et trop dépendante

ternational (FMI), l'autre institution née des accords de Bretton Woods en 1944.

Les partenaires de Washington endosseront-ils cette fois encore sa proposition ? Celle d'un candidat résolument pro-Trump, ayant déclaré, fin 2017, que le multilatéralisme avait été poussé « beaucoup trop loin, au point de nuire aux Etats-Unis et à la croissance mondiale » ? Ce positionnement peut sembler contradictoire avec les attentes de la Banque, qui réclame à son futur président « un

engagement ferme en faveur de la coopération multilatérale ».

Du côté des pays en développement, rien ne témoigne de la formation d'un front commun pour faire émerger une candidature. Et les Européens réfléchiront à deux fois avant d'oser défier Donald Trump sur un sujet qui risquerait de leur coûter la direction du FMI.

Franc-tireur conservateur

Certains feront d'ailleurs valoir les avantages de la relative proximité de M. Malpass avec la Maison Blanche. Et beaucoup ne manqueront pas de rappeler qu'il a soutenu, au printemps 2018, une augmentation de capital de 13 milliards de dollars (11,4 milliards d'euros au cours actuel) pour la Banque mondiale. Signe que ce franc-tireur n'a pas l'intention de torpiller une institution comptant 189 Etats membres et plus de 12 000 agents. Ce geste

inattendu a été conditionné à une réforme des modalités de prêts visant la Chine au premier chef : désormais, les pays plus riches emprunteront plus cher.

Sur la forme, ce conservateur peut se targuer d'un parcours solide, entre Washington et Wall Street. Ayant déjà servi dans les administrations de Ronald Reagan et de George H. W. Bush, il s'est familiarisé tôt avec les questions de développement. Il a aussi travaillé comme chef économiste de la banque d'investissement Bear Stearns, emportée par la crise financière.

Cette période-là lui vaut le sarcasme de certains de ses pairs, qui n'ont pas oublié cette tribune publiée à l'été 2007, dans laquelle il écrivait : « Ne paniquez pas à propos du marché du crédit. » Quelques mois plus tard, sa banque faisait faillite sous le poids des subprimes. « La stratégie [de

Trump] consistant à choisir « le pire et le plus stupide » n'a pas varié d'un iota et l'essai maintenant de l'appliquer à la BM », a raillé sur Twitter le Prix Nobel d'économie Paul Krugman.

Pour les Etats membres de la banque, plus déterminant sera le projet que compte soumettre M. Malpass pour l'institution. Ses prises de position intransigeantes vis-à-vis de la Chine laissent penser qu'il militera en faveur d'une redéfinition des relations avec Pékin. « Il lui appartient de clarifier ses intentions, insiste une source européenne. On ne peut pas travailler sur la base de déclarations passées. » Les Européens attendent notamment des garanties en matière de lutte contre le réchauffement. La Banque en a fait un pilier de son action, à rebours du credo climatocéptique de l'administration Trump. ■

MARIE DE VERGÈS